



"Il y a une libération de la parole des victimes, mais peu d'actes derrière" entretien avec Iris Maréchal

Quel a été l'impact réel du mouvement #MeToo dans les universités et les grandes écoles? En quoi la crise sanitaire a-t-elle aggravé les violences sexuelles dans ces mêmes milieux? Quelles sont les actions attendues en faveur des femmes pour le prochain quinquennat? Entretien avec Iris Maréchal, présidente de l'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur



L'égalité femmes-hommes, déclarée « grande cause du quinquennat » par Emmanuel Macron en novembre 2017, a du plomb dans l'aile. Une étude du ministère de l'Intérieur souligne une augmentation de 10% des violences conjugales en 2020, montrant combien la libération de la parole des victimes n'a guère vu une diminution des violences faites aux femmes en raison notamment d'un manque d'écoute. Alors que la fin du quinquennat s'approche, QG a rencontré Iris Maréchal, présidente de "l'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur", pour qui l'effort gouvernemental est insuffisant et peu contraignant au sujet des violences faites aux femmes en général, notamment dans le cas des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur. Interview par Jonathan Baudoin





Iris Maréchal, présidente de l'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur

QG: Quel regard portez-vous sur la politique globale menée contre les violences faites aux femmes, vues comme « grande cause du quinquennat pour l'égalité femmes-hommes » par le pouvoir exécutif depuis 2017 ?

Iris Maréchal : C'est vrai que quand on regarde, globalement, ce qui s'est passé sur ce quinquennat, il y a une libération de la parole sur le sujet des violences sexuelles et sexistes, qui ont été véritablement mises sur le devant de la scène, d'un point de vue médiatique, grâce au travail des associations et des militants sur le sujet, en premier lieu. Typiquement, il y a eu la mise en avant des "féminicides". C'est un terme qu'on n'entendait pas du tout dans les médias auparavant. Il y a eu toutes les études menées sur le consentement, la mauvaise prise en charge des dépôts de plainte. Il y a eu des associations comme "Nous toutes", des influenceuses comme Anna Toumazoff, qui ont fait un travail énorme dessus. Pareil dans les études supérieures. Il y a eu les scandales SciencesPorc, celui du Cours Florent ou Centrale Supélec. Il y a un contexte médiatique



qui pousse l'exécutif à agir et ainsi à déclarer l'égalité femmes-hommes comme « grande cause du quinquennat » dès 2017.

Mais il faut prendre un peu de recul sur ce qui s'est passé. Il y a des assos qui ont par exemple fait le travail de décomposer réellement ce qu'il y avait derrière le milliard d'euros investi dans l'égalité femmes-hommes. On s'est assez vite rendu compte que les trois quarts étaient alloués à des programmes de diplomatie culturelle, d'influence à l'international. Finalement, il n'y avait que 250 millions qui étaient réellement alloués à la cause. On peut donc relativiser cet investissement.

Quand on regarde spécifiquement l'action du pouvoir exécutif sur la thématique des violences sexuelles et sexistes dans le milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche, il y a eu un travail avec le plan d'action « 21-25 », présenté le 15 octobre dernier par Vidal et Moreno. Donc un travail conjoint entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et le secrétariat à l'Égalité femmes-hommes. Un plan focalisé sur les violences dans l'enseignement supérieur, avec sept millions d'euros investis sur cinq ans. On peut regretter que ce soit arrivé à la fin du quinquennat parce qu'il y a toute la transition à assurer. Mais c'est un plan qui présente pas mal de choses positives. Globalement, ce plan a été un travail conjoint entre les associations, les étudiants et le gouvernement. Ce dont on peut se féliciter car il y a un retour terrain qui a été recherché par le gouvernement. Ce plan se décompose en quatre grands axes : une partie formation, qui est nécessaire pour avoir des gens capables d'accueillir les victimes dans les écoles. Ce qui n'était même pas le cas avant, pour vous dire à quel point c'était déplorable. Il y a aussi toute une partie sur la sensibilisation, avec des modules de formations en ligne, avec la volonté de sensibiliser les étudiants sur ces sujets. Il y a également un renforcement des dispositifs de signalement. Il faut dire que quasiment rien n'avait été fait sous cet angle-là. Les numéros d'appel comme le 3919 étaient davantage axés sur les violences conjugales. Maintenant, leur formation sera également renforcée sur les problématiques spécifiques aux étudiants. Enfin, le dernier axe est la valorisation de l'engagement étudiant. Ce sont des axes qui sont nécessaires, intéressants.

Ce qu'on salue, en tant qu'asso, c'est le travail de co-construction, à l'écoute des étudiants et des associations. Après, cela arrive tard alors qu'il y a eu de nombreux scandales sur cette question. Le sujet a été mis sur la table à de nombreuses reprises. Finalement, ça reste un plan avec beaucoup de recommandations et peu de contraintes légales. Récemment, on a eu un rendez-vous avec le ministère en leur demandant si les universités, les grandes écoles, étaient contraintes. Leur réponse a été négative parce que le ministère peut seulement contraindre les universités. Sur toute la partie grandes écoles, écoles d'ingénieur, écoles de commerce, il s'agit de recommandations. Ça va être à nous, associations, de s'assurer de la continuité de ce plan d'action sur le prochain quinquennat, et de transformer ces recommandations en obligations légales.

QG : Estimez-vous, notamment avec l'effet MeToo, qu'il y a une meilleure compréhension des violences faites aux femmes ces dernières années ?

On remarque en ce moment qu'il y a une libération, mais pas d'écoute derrière. Ce qui entraîne également un manque de compréhension sur la thématique. Typiquement, ce qu'on voit, et qui est assez terrible, c'est que sur la partie violences dans le milieu étudiant, il y a un énorme backlash (contrecoup, NDLR). Quand il y a eu le hashtag #SciencesPorc sur les violences subies au sein des IEP, il y a eu un énorme mouvement derrière, appelé



#ScienceCochonnes, accusant les victimes de mentir. On voit, certes, une libération de la parole. On en parle beaucoup sur les réseaux sociaux. Mais à l'inverse, ça reste compris et peut très facilement retourné. On va banaliser la parole des victimes, les accuser de mentir et surtout traiter les différents mouvements de "radicaux". C'est ce qu'on voit dans les médias où on peut encore être interrogé de la manière suivante : « Est-ce que vous ne prônez pas des mesures trop radicales contre ce problème-là ? ». C'est quand même assez dingue de se dire qu'en dépit de cette libération, il y a un tabou, une omerta. Les gens comprennent très peu ce qui se passe: autant l'importance du sujet, que la définition et le sens des termes. On essaie souvent de rappeler ce qu'est le harcèlement, ce qu'est l'agression sexuelle, ce qu'est le viol. Et on voit qu'à la fois les étudiants et le personnel administratif ne comprennent pas toujours la différence, ne connaissent pas les définitions qui sont essentielles pour mieux libérer la parole et mieux prendre en charge les victimes.



En février 2021, une série de témoignages d'étudiantes de Sciences Po victimes d'agressions sexuelles se diffusent sur les réseaux sociaux avec le hashtag #Sciencesporcs. S'en suit, une vague de protestation sur certains campus d'IEP, ici celui de Grenoble

QG : Est-ce que cette libération de la parole, que vous évoquez à l'instant, se traduit également par plus d'efficacité en matière de prévention et de sanctions, ou cela reste insuffisant, selon vous ?

Honnêtement, ça reste insuffisant. Les chiffres, malheureusement, restent les mêmes. L'étude qu'on a menée en 2019 et celles menées auparavant montrent une stabilité de ceux-ci. Ce qui signifie que la prévention n'est pas suffisante, de même que les sanctions prises. Quand on interroge les étudiants, et qu'on leur demande pourquoi il y a cette omniprésence des violences, une des raisons qui remonte est l'impunité, à cause de la mauvaise prise en charge, autant du côté de l'école que du côté des commissariats pour les dépôts de plainte. Comme il n'y a pas de réelle prise en charge, ni de réelles sanctions prises, les violences continuent de gangréner ces lieux et ce cercle n'est pas rompu.



Par rapport à la prévention, on a quelque chose d'assez triste à remarquer. Quand on met en place des actions de prévention et de sensibilisation, notamment au sein des écoles, ce sont les gens déjà sensibilisés qui y assistent en général. Du coup, la parole s'y délie sur le sujet. On arrive à montrer à des victimes que le sujet ne doit pas être banalisé. Mais on a l'impression de s'adresser à des gens qui sont déjà intéressés et c'est très dur d'accroître l'impact, d'atteindre des gens qui ne connaissent pas le sujet, voire qui le nient. C'est là que se trouve la difficulté à rendre l'action de prévention efficace.

QG: L'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur, dont vous êtes la présidente, a publié une enquête en octobre 2020 sur ces violences, recommandant notamment un engagement clair des établissements. Avez-vous observé des avancées depuis la publication de ce rapport ? Si oui, sur quels points ?

Plusieurs choses. Notre rapport est sorti en octobre 2020. Il retrace des chiffres sur plusieurs années car les étudiants ont pu répondre sur toutes les violences qu'ils avaient subi sur l'ensemble de leurs études supérieures. Ce rapport montrait une forte méconnaissance des étudiants sur le sujet. Un étudiant sur cinq ne sait pas faire la différence entre une agression sexuelle et un viol. Ensuite, cela montrait une omniprésence des violences puisque 10% des étudiantes ont été victimes d'agressions sexuelles et 5% victimes de viol durant leurs études. Une omniprésence vérifiée dans toutes les formes d'études supérieures. Ce qu'on peut voir, et c'est mon retour de terrain, c'est que quand j'ai créé l'association, en avril 2019, j'étais allée voir les établissements, que ce soient des universités, des écoles de commerce, des écoles d'ingé et il y avait plusieurs sons de cloche. La majorité des écoles n'avaient le sujet, me disant : "De quelles violences parlez-vous ?" ; "Je n'ai pas de cas remonté de violences" ; "Ça veut dire quoi culture du viol ?". Sauf qu'il y a la partie bizutage, traditions, qui est totalement niée. Puis il y a la peur médiatique du scandale. À l'époque, il n'y avait pas encore tous les « SciencesPorc », tous les Centrale Supélec, tous ces événements médiatiques qui ont libéré la parole sur ces sujets. Il y avait une omerta totale de la part des administrations. Elles ne voulaient absolument pas en entendre parler. Pour elles, c'était un sujet d'associations militantes radicales. Il y avait un manque de confiance total en la parole des victimes. Il y avait, limite, une liste de protection des agresseurs pour éviter le scandale.

Au fur et à mesure des différentes sorties médiatiques sur ce sujet, ce qu'on réalise, c'est que les écoles n'ont plus le choix. On est de plus en plus contactées par les écoles pour mettre en place des dispositifs de signalement, des campagnes de sensibilisation, des enquêtes pour évaluer l'ampleur de cette thématique. C'est un engagement contraint, parce qu'il y a un retournement et aujourd'hui, les écoles qui ne veulent pas travailler sur le sujet et ne veulent pas reconnaître ces violences savent qu'elles risquent d'être attaquées.

QG: Quel effet potentiel la crise sanitaire a eu sur les violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur selon vous ?

Ce qu'on a vu sur ce sujet-là, c'est que les écoles étant un peu au ralenti, elles se sont dit : « Confinement chez eux, il n'y a pas de souci ». Ce qui est totalement faux ! Ce qui s'est passé, c'est qu'il y avait beaucoup d'étudiants sur le campus. Les soirées n'avaient pas lieu dans des immenses hangars, organisées par les assos, mais au contraire, dans les chambres étudiantes, dans un contexte encore plus propice à des violences parce que



ce n'était pas cadré. Et ces violences se sont perpétuées. Ce n'est pas comme s'il y avait eu une année de pause de violences et surtout: les violences dans le cadre conjugal étudiant ont continué. En fait, il n'y a pas eu d'arrêt des violences à cause du confinement, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les écoles. Et surtout, on voit à l'heure actuelle un relâchement total. C'est-à-dire qu'il y a encore beaucoup plus de soirées, de sorties. Ce n'est pas un souci en soi. Mais il y a de nombreuses dérives, amplifiant les violences. On a encore vu récemment la recrudescence du GHB (Gamma-Hydroxy-Butyrate, surnommée "drogue du viol", NDLR) dans les soirées, notamment les soirées étudiantes. Il y a tout de même eu un viol sous GHB à HEC au début du mois de novembre.

QG : Quelles attentes avez-vous par rapport aux personnes en course pour la présidentielle 2022, qui semble peu porter sur la question des violences faites aux femmes et la question de l'égalité femmes-hommes en général ? Quelles questions voudriez-vous voir posées dans le débat public ?

Très bonne question. C'est vrai que quand on regarde la place des violences faites aux femmes dans le débat public, c'est assez catastrophique ! Premièrement, les femmes sont sous-représentées dans le débat. Sur 20 candidats potentiels, il y a quatre femmes. C'est assez représentatif de l'invisibilisation des femmes dans la vie publique, et potentiellement donc des thématiques qui vont tourner autour des violences faites aux femmes. Il y a un livre de Lauren Bastide, intitulé Présentes, qui en parle, montrant combien le monde politique est très dur pour les femmes. On voit également les attaques faites pendant la primaire EELV à l'égard de Sandrine Rousseau. On a parlé de son âge, on l'a traitée de « Greta Thunberg ménopausée ». Des propos très durs et qui sont tenus seulement contre des femmes. Cette sous-représentation des femmes dans le monde politique n'aide pas à soulever des problèmes subis uniquement par des femmes, en termes de proportion statistique. On voit également que ce monde politique est sexiste et violent. Il y a quand même le hashtag #MeTooPolitique qui est sorti récemment, avec plus de 300 élues qui ont fait remonter des cas de violences dans le monde politique. Il y avait trois candidats à l'élection présidentielle qui étaient potentiellement des agresseurs sexuels. On a un contexte, à la base, peu propice à la libération du débat.





Le politologue Guillaume Bigot qualifie Sandrine Rousseau, candidate EELV, de "Greta Thunberg ménopausée" en direct sur le plateau de Cnews, 26 septembre 2021

Lien de la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=tSVFvuKMqAU>

On vit un contexte très compliqué. L'espace médiatique est désormais saturé par des personnalités comme Zemmour, violemment misogyne. Ce qu'on attend, c'est que les politiques mettent de côté ce genre de discours et arrêtent de le commenter en permanence. On a vu que Julien Bayou l'avait fait en refusant désormais d'évoquer ce sujet-là et en recentrant le débat sur les violences faites aux femmes. On attend ce genre de choses de la part des candidats à la présidentielle. Des mesures ont été prises pendant ce quinquennat sur cette thématique. Il faut continuer sur cette lancée, pour que l'égalité femmes-hommes reste une grande cause lors du prochain mandat présidentiel. Il faut que le plan d'action contre les violences sexuelles et sexistes dans le milieu de l'enseignement supérieur perdure. On aimerait d'ailleurs que chaque candidat à l'élection présente ses propositions.

Si on a une mesure phare à réclamer, peut-être spécifique au cas de l'enseignement supérieur, ce serait la mise en place d'une proposition de loi mettant en place une procédure disciplinaire dédiée aux cas de violences sexuelles et sexistes dans le milieu étudiant. Ce qui se passe actuellement, c'est que les viols et agressions sexuelles au sein des écoles ou des universités sont traitées comme des fraudes aux examens. C'est une procédure hyper défavorable aux victimes. Ce qu'on demande, c'est qu'il y ait une loi obligeant les établissements d'enseignement supérieur à avoir une procédure spécifique dédiée aux cas de violences sexuelles et sexistes, permettant d'encadrer la victime, de la protéger. Ce n'est pas beaucoup et c'est absolument nécessaire pour que les choses puissent avancer.

Propos recueillis par Jonathan Baudoin

